



Assises 12 et 13 juin 2008

Recherche Innovation Territoires

Pour des politiques industrielles ambitieuses

débat public

12 juin 2008 de 17h00 à 20h00

Le rapport Science et société :

des droits nouveaux à conquérir

Une nouvelle approche de la démocratie sociale et citoyenne

Minatec Grenoble

Amphithéâtre de la Maison des Micro et Nanotechnologies

Editorial

Pôles d'excellence, pôles de compétitivité, clusters, Minalogic, GIANT,... derrière ces mots devenus familiers, il y a une politique à l'œuvre qui touche de plus en plus de salariés et de populations, modifiant en profondeur le tissu industriel et urbain.

L'ambition de ces assises est de faire progresser la réflexion sur ces sujets au sein de la CGT en faisant débattre ensemble chercheurs, universitaires, salariés des pôles de compétitivité et de recherche, élus, syndicalistes français et européens, sur la place de la recherche et des politiques industrielles en France et en Europe, sur le rôle de la formation, la reconnaissance des qualifications, la place du service public d'éducation... Comment agir pour un développement réellement au service de l'intérêt général, basé sur la coopération, plutôt que sur la compétition, s'appuyant sur le partage des coûts et des connaissances plutôt que sur la mise en concurrence ?

Mais nous souhaitons également que le débat puisse s'élargir à l'ensemble de la population. Aujourd'hui, pour l'essentiel, les décisions sont discutées et prises dans quelques cercles fermés, où se côtoient élus, experts et dirigeants d'entreprise. Nous revendiquons le fait que les citoyens et les salariés puissent intervenir dans les choix qui sont faits.

Avec ce 4 pages, nous voulons vous associer à nos premières réflexions sur le sujet, et contribuer à l'émergence d'un débat public et d'une mobilisation sur ces questions très importantes pour l'avenir de l'agglomération et de la région.

Nous vous invitons au débat public jeudi 12 juin à 17h qui, nous le croyons, sera de qualité. Nous vous attendons nombreux...

Patrick VARELA
Secrétaire Général de la CGT Isère

Pour un développement équilibré, répondant aux besoins des populations

Le développement industriel a forcément un impact important sur l'emploi bien sûr, mais aussi sur l'urbanisme, les services publics, les filières de formation, etc... Un équilibre doit être trouvé entre concentrer des moyens sur certains secteurs industriels et préserver un tissu industriel suffisamment diversifié :

- ◆ il est intéressant de rechercher un effet de taille et de proximité, pour optimiser les investissements, favoriser les liens avec les autres entreprises et les laboratoires, mettre en place des filières de formation.
- ◆ les industries existantes (mécanique, chimie, papeteries, construction électrique et électronique, ...) ont également besoin d'investissements et de technologies pour se moderniser pour s'adapter aux exigences sociales et environnementales de notre époque;
- ◆ une spécialisation trop poussée peut créer de gros problèmes d'emploi en cas de retournement économique majeur (style sidérurgie ou textile);
- ◆ tout le monde n'a pas vocation à devenir chercheur ou ingénieur en micro ou nano-technologie.

De même, les services publics (transports, formations, etc...) doivent servir la population et ne pas être détournés de leurs buts au profit de quelques grands groupes industriels. Mais ils doivent également contribuer au développement économique du territoire, car c'est l'activité économique qui permet le financement des infrastructures utiles à toutes et à tous. Là encore, un équilibre est à trouver.

Recherche/Innovation/Industrie et développement durable

Recherche/Innovation/Industrie et développement durable sont les différentes variables d'une même équation qu'il faut résoudre pour faire face aux défis de demain (énergie, environnement, croissance,...). La politique mise en œuvre aujourd'hui pose beaucoup de questions, dont voici une liste non exhaustive :

- **Peut-on considérer que le marché est le meilleur moteur d'un développement durable**, alors que, par exemple, le rapport "GO4" de l'ONU conclut que la privatisation généralisée des ressources et des services serait le plus mauvais des scénarios pour l'environnement ?
- **Comment orienter dans le sens de l'intérêt général** des structures comme les « pôles de compétitivité » (à l'échelle nationale) ou le « Joint Technology initiatives » (à l'échelle européenne), alors qu'elles sont gérées par des grands groupes industriels ?
- **Est-il viable de séparer la Recherche et l'innovation de la production**, alors que c'est la production qui permet la création massive d'emplois ? Nous contestons ce partage du monde où les connaissances seraient produites ici et les usines situées en Asie ou en Europe de l'Est. Outre le fait que ce partage du monde est inégalitaire est injuste, il est également irréaliste et inefficace. Il vaudrait bien mieux favoriser un développement équilibré pour tous.

Ces quelques questions montrent bien que la résolution de l'équation "recherche, innovation, industrie et développement durable" touche aux conditions du développement de l'enseignement et de la recherche, à ses rapports avec l'aval industriel et à ses conséquences environnementales et utilitaires, à la construction d'un monde plus solidaire.

Quels liens doit-on tisser entre la recherche publique et l'industrie ?

La tendance actuelle est de faire dépendre les budgets des laboratoires de projets industriels, avec des objectifs planifiés. Dans ce contexte, les stratégies de financement de la recherche suivent les opportunités du marché. Or la recherche a sa propre logique interne qui ne se planifie pas, et l'innovation technologique émerge souvent là où on l'attend le moins. S'il apparaît important de décloisonner les savoirs et les activités, de permettre la circulation des idées et des personnes entre le secteur public et le secteur privé, cela doit se faire en respectant les rythmes et l'autonomie de la Recherche publique.

Les médias présentent souvent de manière caricaturale l'opposition entre une recherche publique, fondamentale, pas toujours utile, handicapée par des lourdeurs administratives, et une recherche privée, appliquée donc utile, efficace et créatrice d'emplois. C'est malheureusement cette vision simpliste qui inspire les profondes réformes en cours dans le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur publics. Le financement sur projet devient la règle, avec en corollaire une montée de la précarité et la généralisation du court terme. Dans certains laboratoires, 30 % du personnel est précaire !

Le gouvernement pilote désormais la politique scientifique par le biais principalement de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), mais aussi d'un grand nombre de nouvelles structures (RTRA, RTRS, Instituts Carnot...) qui vont toutes dans le sens d'une recherche finalisée, par appel d'offres. Cela favorise la spécialisation à outrance des centres de recherche et leur mise en concurrence, ainsi qu'un déséquilibre croissant entre les disciplines, selon qu'elles sont valorisables ou non. Grenoble en est un exemple saisissant puisque c'est l'ensemble des établissements universitaires et de recherche qu'on restructure profondément, concentrant largement les moyens au bénéfice des principaux pôles de compétitivité autour des nanotechnologies, des nanomatériaux et de l'énergie.

une compétition nationale et internationale contre-productive

La recherche avance par le partage des connaissances entre chercheurs, entre organismes, pour aller toujours plus loin dans la connaissance. Dans ce contexte, la compétition peut créer une saine émulation qui dope la créativité des équipes.

Malheureusement, la stratégie européenne de la recherche oriente fortement la recherche vers l'industrie qui protège ses innovations et limite donc la diffusion des connaissances. Les organismes de recherche deviennent alors concurrents au niveau local comme au niveau international. Le partage de connaissances n'existe plus avec pour conséquence une perte d'efficacité du système de recherche européen. Pour éviter cet écueil, l'Europe favorise les projets collaboratifs, mais ceux-ci n'arrivent pas à compenser les effets négatifs de la compétition engendrée par la sphère économique.

La CGT appelle à des politiques communes de recherche, à des programmes d'échange et de coopération entre les établissements d'enseignement supérieur, à des programmes de recherche et développement concertés entre la recherche publique et l'activité d'innovation des entreprises.

A l'inverse des politiques menées actuellement, l'Etat et l'Europe doivent s'affranchir des stratégies de guerre économique menées par les groupes industriels, affirmer une vision à long terme et une volonté de répondre aux défis sociaux et environnementaux de demain. De grands projets structurants doivent être décidés, avec des financements pérennes, et un mode de fonctionnement collaboratif à l'échelle européenne.

Des nouveaux liens entre la Recherche publique et les entreprises supposent de nouveaux droits sociaux

Le paradoxe actuel est que les zones de travail « high-tech » sont très souvent des zones de précarité, sans instances du personnel, avec des droits sociaux faibles. De la même façon, la gestion des projets est opaque, sans réelle information.

A l'inverse de cette situation, nous revendiquons pour les salariés des entreprises et les chercheurs des conditions de travail pérennes, avec un haut niveau de garanties sociales et d'intervention :

- les droits sociaux (représentation syndicale, CE, ...) doivent être garantis;
- les salariés et les chercheurs doivent être consultés sur les programmes et leur état d'avancement ;
- les salariés doivent être représentés dans les conseils d'administration des universités et des organismes de recherche;
- il est important de mettre sur pied des filières de formation de qualité pour permettre aux jeunes d'accéder massivement et dans de bonnes conditions aux nouveaux métiers ;
- les pouvoirs publics doivent se donner les moyens de consulter valablement la population sur tout projet d'ampleur.

L'énorme potentiel des nouvelles technologies pose des enjeux de société inédits.

Quelques exemples parmi beaucoup d'autres :

- La petitesse des structures obtenues grâce aux nanotechnologies permet d'envisager des applications médicales inédites (par exemple le ciblage des cellules tumorales par des nanobilles), mais cette petitesse même laisse craindre des effets négatifs sur la santé. Quel suivi médical pour les personnels amenés à manipuler ces substances ?
- Les technologies sans contact style puces RFID peuvent servir à faire de la surveillance à domicile de personnes fragiles (personnes âgées, malades, ...). Mais elles permettent tout autant de donner des moyens supplémentaires à ceux qui sont marqués par l'obsession sécuritaire. Quel contrôle des données et de leur utilisation ?
- N'y a-t-il pas un risque de créer un fossé entre les pays développés et les autres, réduits au statut de production de matières premières et de fournisseurs de main d'œuvre sans être associés à l'ensemble de la filière, ni en tirer tous les bénéfices ?
- Faire profiter l'ensemble de la population des bénéfices des technologies « nano » va se traduire à terme par des productions massives. Quel impact pour l'éco-système des produits intégrant des nano-matériaux comme les cosmétiques anti-UV, tissus intelligents, revêtements anti-rayures ou verres anti-salissants ? Très peu d'études existent à ce sujet. Comment faire émerger une réglementation spécifique pour ces risques, à l'instar de ce que peut représenter le programme REACH pour les risques chimiques ?

Il ne s'agit ni d'être béats d'admiration devant les nouvelles technologies, ni de les diaboliser, mais d'obtenir la maîtrise publique de leur utilisation, en menant à bien toutes les recherches et débats contradictoires nécessaires.

Comment construire un développement durable, respectant l'environnement et les personnes, pour un monde plus solidaire ?

Les enjeux sont énormes et demandent l'implication de toutes et de tous, en prenant le temps de mener les débats les plus larges possibles.

La CGT entend y contribuer pour sa part.